



Numéro 8

21 mars 2021

TABLE DES MATIÈRES

Sur le droit à un vote éclairé

- Les petits partis exigent l'abolition des privilèges de radiodiffusion électorale et défendent le droit à l'égalité et à un vote éclairé
- Lettre de la majorité des partis enregistrés à l'arbitre en matière de radiodiffusion
- Présentation du Parti marxiste-léniniste du Canada à la Commission des débats des chefs
- Anna Di Carlo, dirigeante nationale -

Questions relatives à la conservation de l'environnement

- La nécessité d'une approche dialectique de la foresterie
- Peter Ewart -
- La position du PCC(M-L) sur différentes questions relatives à l'environnement
- K. C. Adams -
- Questions et réponses

La lutte contre la pandémie mondiale

- Cuba à la tête de la lutte mondiale contre la pandémie de la COVID-19
- Isaac Saney -
 - Vidéo: Innovation de la biotechnologie cubaine
 - L'emprise du FMI sur l'Amérique latine
- Hedelberto López Blanch -
 - Point de presse sur l'étude conjointe Chine-OMS sur les origines de la pandémie de COVID-19
-

Les petits partis exigent l'abolition des privilèges de radiodiffusion électorale et défendent le droit à l'égalité et à un vote éclairé

Dans ce numéro, *Le Marxiste-Léniniste* publie une lettre soumise par 11 des 20 partis enregistrés du Canada demandant à l'arbitre en matière de radiodiffusion Monica Song d'utiliser les pouvoirs discrétionnaires de sa fonction pour faire respecter le droit à un vote éclairé en allouant du temps d'antenne pour la publicité électorale télévisée et radiophonique de manière égale à tous les partis, et pressant les autres partis à soutenir cette position. La lettre a été présentée à une réunion des partis politiques enregistrés convoquée par l'arbitre en novembre 2020 pour déterminer la répartition du temps d'émission à la prochaine élection générale.

La *Loi électorale du Canada* comprend une « formule législative » pour la répartition du temps d'émission électoral, payant et gratuit, entre partis politiques enregistrés. Adoptée en 1974, cette formule utilise des facteurs de pondération fondés sur la performance électorale antérieure d'un parti pour répartir le temps d'émission : le nombre de sièges qu'il a remportés à l'élection précédente, le pourcentage de votes qu'il a obtenus et le nombre de candidats qu'il a présentés. La formule est d'abord utilisée pour diviser les 390 minutes aux heures de grande écoute que certains réseaux autorisés par une licence doivent chacun mettre à la disposition des partis politiques pendant une campagne électorale. La même proportion de temps est ensuite utilisée pour répartir une plus petite quantité de temps gratuit que les réseaux doivent fournir pour les publicités électorales, à une heure de diffusion choisie par le réseau. La quantité de temps payant allouée à un parti déterminait également le temps maximum qu'un parti enregistré pouvait acheter, mais en 1993 cet aspect de la loi a été invalidé puisque considéré comme une restriction inconstitutionnelle de la liberté d'expression. Aujourd'hui, le seul rôle réel du régime de radiodiffusion est de répartir le temps gratuit sur une base inégale. Un parti peut acheter autant de publicité que ses moyens lui permettent, tant qu'il ne dépasse pas la limite des dépenses électorales.



Le régime de radiodiffusion de la Loi électorale était initialement administré par le président du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC). En 1993, la Loi électorale a été modifiée pour créer le poste d'arbitre en matière de radiodiffusion, doté de pouvoirs discrétionnaires lui permettant de modifier la répartition si elle est « inéquitable pour l'un des partis enregistrés ou contraire à l'intérêt public ». L'arbitre en matière de radiodiffusion est tenu de convoquer une réunion annuelle de tous les partis enregistrés pour délibérer sur la répartition du temps d'émission dans le but supposé d'établir un consensus. En l'absence d'un consensus, c'est l'arbitre qui décide.

La réunion pour la répartition du temps d'antenne de novembre 2020 a donné lieu à une discussion intense au cours de laquelle les petits partis ont fait valoir la nécessité de défendre le principe d'égalité. Le Parti libéral est le seul parti à la Chambre à avoir tenté de défendre la loi telle qu'elle est, affirmant qu'elle reflète la « volonté des Canadiens » puisqu'elle a été adoptée par

le Parlement. Tous les partis représentés à la Chambre des communes ont voté contre le principe de l'égalité.

En janvier, l'arbitre en matière de radiodiffusion a rendu sa décision, confirmant ce que l'on appelle l'« approche modifiée 50-50 », selon laquelle 50 % du temps disponible est attribué de manière égale et l'autre moitié selon la formule législative. Sur cette base, les cinq partis de la Chambre des communes se sont vu attribuer 58 % du temps d'antenne disponible. Les libéraux et les conservateurs se retrouvent avec 77,5 et 70 minutes respectivement, le NPD 33 minutes, le Bloc québécois 23 et les Verts 16. Le Parti marxiste-léniniste du Canada (PMLC) a le droit d'acheter 9 minutes, les autres petits partis disposant également de 6 à 9 minutes[1].

Depuis l'adoption de ce régime, treize élections fédérales ont eu lieu, chacune avec une répartition du temps d'antenne qui privilégie les partis politiques en place. L'élection fédérale de 1979 a été la première à se tenir sous le régime de radiodiffusion, à une époque où il y avait six partis enregistrés, dont le PMLC. Sur les 390 minutes disponibles, les libéraux en ont obtenu 155, les conservateurs (alors progressistes-conservateurs) 134 et le NPD 63. Le Crédit social a eu droit à 22 minutes. Le PMLC, qui présentait 144 candidats dans cette élection, s'est vu attribuer 8 minutes et le Parti communiste la même chose.

Le 18 mai 1979, le PMLC a envoyé sa première lettre de protestation à ce sujet au directeur général des élections du Canada et au commissaire du CRTC. Il s'opposait à la façon dont les médias monopolisés divisent les partis politiques entre partis « majeurs » et partis « mineurs » pour justifier leur refus d'informer l'électorat sur les opinions de tous les partis. Le PMLC reprochait notamment au CRTC son échec à faire respecter les dispositions de la *Loi sur la radiodiffusion* qui stipulent que les médias doivent fournir « la possibilité raisonnable et équilibrée d'exprimer des vues différentes sur des sujets qui préoccupent le public ».

La lettre indiquait que « bien que le Parti marxiste-léniniste soit tenu d'obéir à toutes leurs lois, il n'a pas les mêmes droits. Les [partis au pouvoir] ont tous les droits : ils peuvent adopter des lois et peuvent appliquer celles qui servent leurs intérêts, tandis que la classe ouvrière et le peuple en général n'ont aucun droit ». La lettre concluait que « les résultats des élections ne peuvent être considérés comme les résultats d'un processus démocratique, même dans la définition la plus étroite du terme ».

En juin 1996, à l'initiative du PMLC, neuf partis politiques enregistrés ont présenté une soumission conjointe à l'arbitre en matière de radiodiffusion, soulignant l'importance de maintenir le droit à un vote éclairé et l'égalité des partis politiques dans le contexte du mécontentement politique croissant et de la perte de crédibilité du processus électoral et politique[2], ce qui a été confirmé par une lettre de suivi du leader national du PMLC, Hardial Bains[3].



Cinq ans plus tard, le 1er juin 2001, le directeur général des élections de l'époque, Jean-Pierre Kingsley, recommandait au Parlement de modifier la Loi électorale afin de séparer la répartition du temps gratuit de la formule législative. Il proposait d'augmenter le nombre de stations tenues d'accorder du temps gratuit et de répartir ce temps gratuit de façon égale entre tous les partis politiques enregistrés. Sa recommandation a été rejetée par la Chambre des communes. Depuis, cette même recommandation a été reprise par les directeurs généraux des élections, Marc

Mayrand et Stéphane Perrault, mais elle a été rejetée à chaque fois par les partis à la Chambre des communes.

La décision de l'arbitre en matière de radiodiffusion, qui avantage certains partis politiques par rapport à d'autres, n'est ni raisonnable ni perçue comme étant démocratique. Pour permettre aux Canadiens d'exercer leur droit à un vote éclairé, il faut des mesures qui, à tout le moins, les informent correctement de la présence et des positions de tous ceux qui participent à une élection.

Notes

1. Décision de l'arbitre en matière de radiodiffusion sur la répartition de 2020 du temps d'émission payant, 8 janvier 2021
2. Lettre adressée à l'arbitre en matière de radiodiffusion par neuf partis politiques enregistrés, le 31 mai 1996
3. « Hardial Bains adresse une lettre à l'arbitre en matière de radiodiffusion », *Le Marxiste-Léniniste quotidien*, 6 juillet 1996

Lettre de la majorité des partis enregistrés à l'arbitre en matière de radiodiffusion

Le 8 novembre 2020

Mme Monica Song
Arbitre en matière de radiodiffusion

Objet : Répartition de 2020 du temps d'émission

Félicitations pour votre nomination à titre d'arbitre en matière de radiodiffusion. Nous serons heureux de travailler avec vous.

Nous, soussignés, vous proposons par la présente d'utiliser les pouvoirs discrétionnaires accordés à l'arbitre en matière de radiodiffusion par la *Loi électorale du Canada* (LEC) pour répartir équitablement le temps d'émission de 2020 entre tous les partis politiques enregistrés. Nous pensons qu'un tel usage de votre pouvoir discrétionnaire est approprié parce que toute répartition qui n'est pas fondée sur le principe de l'égalité est non seulement injuste pour tous, sauf pour les plus grands partis déjà représentés au Parlement, mais elle est également contraire à l'intérêt public.

Lorsqu'une ressource publique, comme le temps d'antenne des élections, est mise à la disposition des partis politiques enregistrés, elle ne doit pas être utilisée pour avantager certains partis au détriment de d'autres. Une répartition fondée soit sur la formule législative, soit sur l'« approche modifiée 50-50 » de 2019 ne respecte pas le principe démocratique qui consiste à permettre aux Canadiens d'exercer un vote éclairé.

Les arguments pour justifier le traitement préférentiel de certains partis ont été avancés pour la première fois dans les années 1930, avant même que les partis politiques ne soient reconnus dans la LEC. Ces arguments s'articulaient autour d'un concept d'élections « libres et équitables » dans lequel certains partis devaient être avantagés par du temps d'antenne public s'ils avaient une chance raisonnable de former un gouvernement majoritaire. À l'époque, cet objectif était

considéré comme « réalisable » pour seulement deux partis politiques. Aujourd'hui, il y a beaucoup plus de partis et les arguments selon lesquels certains méritent plus de temps d'antenne gratuit pour se faire entendre que d'autres ne résistent pas aux normes démocratiques modernes.

En plus de la répartition injuste de temps d'émission gratuit, la couverture de l'actualité par les radiodiffuseurs et la presse écrite est également très discriminatoire. L'élection fédérale de 2019 a vu une suppression de l'information sur les petits partis presque complète par les médias nationaux.

De plus, non seulement pendant une élection, mais aussi entre les élections, les partis politiques qui ont des sièges à la Chambre des communes reçoivent une couverture médiatique importante, surtout le parti au pouvoir. D'autre part, les médias érigent un mur de silence quasi hermétique autour des petits partis, silence qui n'est brisé qu'en de très rares occasions.

Au cours des trois dernières décennies, les gouvernements successifs ont rejeté les recommandations visant à modifier la répartition du temps d'émission pour la rendre démocratique. Dès la Commission royale sur la réforme électorale de 1992, l'iniquité du régime et son incapacité à contribuer à un vote éclairé ont été signalées comme un problème. Les observations de la Commission royale comprenaient un sondage montrant que plus de 53 % des Canadiens voulaient en savoir plus sur les petits partis.

Depuis deux décennies, Élections Canada recommande la répartition égale du temps gratuit entre tous les partis politiques enregistrés. En 2001, le directeur général des élections de l'époque, Jean-Pierre Kingsley, a soutenu que l'utilisation de la formule du temps payé pour déterminer le temps gratuit « défavorise les petits partis et les nouveaux partis, car ils n'ont pas les ressources des partis bien établis pour payer le temps d'antenne, ce qui fait qu'on leur accorde aussi moins de temps gratuit ».

Cette recommandation a été formulée après que la Cour d'appel de l'Alberta eut statué, en 1995, que la répartition du temps d'émission payant ne pouvait plus être utilisée comme une limite au temps d'émission qu'un parti peut acheter. Ainsi, l'argument selon lequel la formule de répartition de temps payant sert à empêcher un parti disposant de plus d'argent de dominer les ondes a été invalidé. Tout parti peut acheter autant de publicités qu'il le souhaite, tant qu'il ne dépasse pas les limites de dépenses.

Après le jugement de la Cour suprême du Canada en 2003 [*Figueroa c. Canada (Procureur général)*], le directeur général des élections a ajouté que le régime de répartition est potentiellement une violation de la *Charte des droits et libertés*. Dans cette affaire, le gouvernement a soutenu que les violations du droit d'élire et d'être élu en vertu de la Charte pouvaient être justifiées parce que « Le parti qui ne participe pas aux élections dans le but de former le gouvernement ou, du moins, de remporter un nombre substantiel de sièges au Parlement n'est pas en mesure de favoriser la représentation effective. » La Cour suprême n'était pas d'accord. Elle a estimé que des dispositions législatives éclairées par l'objectif de donner naissance à une forme particulière de gouvernement responsable était « problématique ».

« L'adoption d'une loi dans le but exprès de réduire les chances qu'une certaine catégorie de candidats se fasse élire est non seulement contraire aux principes d'une société libre et démocratique, mais elle constitue l'antithèse de ces principes », a déclaré la Cour suprême.

Après l'élection fédérale de 2015, le directeur général des élections, Marc Mayrand, a réitéré la recommandation de M. Kingsley de 2001. Le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre a promis de « réexaminer » la question plus tard, une promesse qui n'a pas été tenue.

La répartition actuelle du temps d'antenne profite aux partis politiques qui ont des sièges à la Chambre des communes – certains plus que d'autres – au détriment des partis qui n'ont pas de siège à la Chambre. Elle n'est ni raisonnable ni perçue comme étant démocratique.

Pour habilitier les Canadiens à exercer leur droit à un vote éclairé, il faut des mesures qui, à tout le moins, les informent correctement de la présence et des positions de tous ceux qui participent à une élection.

Nous ne pouvons qu'espérer que le 9 novembre, les représentants de tous les partis politiques enregistrés, et en particulier ceux qui ont des sièges à la Chambre des communes, feront un petit pas, mais un pas important, en faveur d'un vote éclairé en appuyant la répartition égale du temps d'émission.

Respectueusement soumis,

Liz White, Animal Protection Party of Canada
Partap Dua, Quatrième Front du Canada
Rodney Taylor, Parti de l'Héritage Chrétien du Canada
Liz Rowley, Parti communiste du Canada
Coreen Corcoran, Parti Libertarien du Canada
Blair Longley, Parti Marijuana
Anna Di Carlo, Parti Marxiste-Léniniste du Canada
Stephen Garvey, Alliance Nationale des Citoyens du Canada
Sébastien CoRhino, Parti Rhinocéros
Ken Ranney, Arrêtons le changement climatique
Randy Joy, Parti de la Coalition des anciens combattants du Canada

Présentation du Parti marxiste-léniniste du Canada à la Commission des débats des chefs

- Anna Di Carlo, dirigeante nationale -

La Commission des débats des chefs est mandatée par décret pour organiser deux débats des chefs – un en français et un en anglais – pour la prochaine élection générale du Canada. Elle est actuellement engagée dans un processus de consultation « auprès de différents intervenants afin de déterminer les critères de participation » à ces débats. La Commission a écrit à tous les partis politiques enregistrés et admissibles pour « inviter les chefs à lui soumettre la liste des critères qui, selon eux, devraient être pris en compte pour établir si un chef doit être invité à participer aux débats des chefs de la prochaine élection générale fédérale ».

Nous reproduisons ci-dessous la présentation soumise par la dirigeante nationale du Parti marxiste-léniniste du Canada Anna Di Carlo.

15 mars 2021

Le Parti marxiste-léniniste du Canada (PMLC) est heureux d'avoir l'occasion de présenter son point de vue sur la façon dont les critères d'admissibilité sont déterminés pour les débats télévisés des chefs au niveau fédéral.

La lettre d'invitation du 23 février de la Commission des débats des chefs (la Commission) nous informe que le gouvernement libéral a remis à la Commission le pouvoir de fixer les critères d'inclusion dans les débats. Les libéraux ont modifié le décret CP 2018-1322 à cette fin. Comme

la Commission le déclare dans le document *Les débats, essentiels à la démocratie : Rapport sur la Commission des débats des chefs de 2019 et l'avenir des débats au Canada*, il y avait une préoccupation constante que « le gouvernement est mal placé pour établir des critères de participation aux débats des chefs, étant donné la perception de conflit d'intérêts causé par la participation future du premier ministre aux débats ». Le décret modifié est censé corriger cette irrégularité où le parti au pouvoir décide qui doit être entendu pendant une élection.

L'objectif de la Commission, tel qu'annoncé dans le budget fédéral de 2018, était de « mettre en place un processus selon lequel les débats des chefs fédéraux seraient organisés dans l'intérêt public et renseigneraient mieux les Canadiens sur les partis en lice, leurs chefs et leurs positions politiques ». La Commission devait veiller à l'élimination de « la torsion des règles pour obtenir des avantages politiques » et des « jeux partisans ».

Loin de créer une commission habilitée à faire cela, le décret PC 2018-1322 établit des critères qui maintiennent le caractère exclusif des débats. Trois critères sont établis à l'avance et pour être admissible un parti doit répondre à au moins deux d'entre eux : 1) il doit déjà être représenté à la Chambre des communes; et 2) il doit avoir l'intention de présenter des candidats dans au moins 90 % des circonscriptions; et 3) ses candidats doivent avoir obtenu au moins 4 % du nombre de votes validement exprimés lors de l'élection générale précédente. Le troisième critère s'accompagne de la stipulation que le commissaire aux débats peut inclure un parti qui ne remplit pas deux des trois critères s'il juge qu'il a « une véritable possibilité d'être élu lors de l'élection générale » en se basant sur des sondages et d'autres méthodes, comme cela a été fait pour le Parti populaire du Canada lors de l'élection de 2019.

Suivant ce processus de sélection, quinze des 21 partis enregistrés ont été exclus des débats en 2019.

Le dilemme de la Commission

Nous sommes informés que le but de cette consultation est de donner lieu à une détermination indépendante et impartiale des critères, sans influence ni ingérence du gouvernement. Or, la Commission commence sa lettre d'invitation en citant son mandat fondateur, lequel reste inchangé, notamment le premier préambule du mandat qui stipule : « Attendu qu'il est souhaitable que les débats des chefs soient efficaces et informatifs, qu'ils suscitent l'intérêt et qu'ils profitent de la participation des chefs qui sont les plus à même de devenir premier ministre ou dont le parti politique est le plus à même de remporter des sièges au Parlement ».

Le maintien de ce préambule tourne en dérision l'affirmation que la Commission est désormais indépendante et impartiale, puisqu'il préserve le critère antidémocratique primordial qui conduit à l'exclusion et brime le droit des citoyens de voter en connaissance de cause.

L'article 4 du décret initial est également conservé. Il stipule que « la Commission est guidée par la poursuite de l'intérêt public et par les principes de l'indépendance, de l'impartialité, de la crédibilité, de la citoyenneté démocratique, de l'éducation civique, de l'inclusion et de l'efficacité financière ».

La Commission semble avoir elle-même vu que le préambule et l'article 4 posent un dilemme. Elle affirme : « Ces deux objectifs, l'un favorisant étroitement le premier ministre le plus probable et l'autre reflétant une plus grande inclusion et un plus grand éventail de points de vue, sont quelque peu contradictoires. L'accent mis sur la première option permettrait de réduire le nombre de participants aux débats, peut-être à deux ou à trois dans le contexte canadien. En mettant l'accent sur la deuxième option, la scène serait élargie pour y inclure jusqu'à cinq ou six chefs. »

En présentant la chose comme étant un choix entre « deux ou trois chefs » ou « cinq ou six chefs », la Commission détourne l'attention du fait que les deux options sont basées sur des critères d'exclusion et sont donc antidémocratiques. Ni le préambule, ni les principes directeurs ne reconnaissent le droit à un vote informé.

Même l'inclusion de l'expression « citoyenneté démocratique » comme un « principe » est inquiétante. La Commission n'explique pas ce qu'elle entend par « citoyenneté démocratique » et ne dit pas quels droits démocratiques sont conférés au citoyen selon elle. Par définition, une conception moderne de la citoyenneté reconnaît tous les citoyens comme membres égaux d'un corps politique jouissant de droits égaux, y compris le droit de voter en connaissance de cause. L'ajout de l'adjectif « démocratique » laisse entendre qu'il existerait une autre forme de citoyenneté qui se définit différemment. La Commission affirme cependant que les débats « constituent un point de convergence pour les campagnes, qui peuvent favoriser une citoyenneté démocratique. Ils permettent notamment aux citoyens d'influencer le programme électoral, de s'informer sur les candidats, leurs partis et leurs programmes, de participer à la discussion politique et de se sentir capables de participer au processus électoral. »



Le processus par lequel les citoyens sont censés être autorisés à faire toutes ces choses n'est pas contrôlé par eux. Nous revenons une fois de plus au dilemme de savoir qui décide de ce qui est bon pour les citoyens et suivant quel critère. En fait, l'expérience a montré que les débats des chefs au Canada sont un mécanisme servant à imposer à l'électorat ce qui est déterminé comme étant « les enjeux » par le consortium médiatique « indépendant » et une poignée de conseillers.

Dans tous les documents liés à la Commission, de l'annonce de la création de la Commission dans le budget 2018, au décret et au rapport du

Comité de la procédure et des affaires de la Chambre donnant son appui à la formation de la Commission, en passant par le rapport post-débat de la Commission, nous ne trouvons qu'une seule référence au droit des Canadiens de voter en connaissance de cause. Parlant des débats de 2019, la Commission conclut dans son rapport : « L'influence des débats a été tangible. Ces deux événements clés ont aidé les Canadiens à exercer leur droit de vote en toute connaissance de cause. À une époque où l'existence de nos institutions et la santé de la démocratie sont devenues sujet de préoccupation et de questionnement, il s'agit certes d'un signe d'espoir. »

Le lecteur serait en droit de penser que le principe de l'inclusion est effectivement contraire à l'exclusion stipulée dans le préambule du mandat de la Commission. La ligne directrice sur l'inclusion ne fait toutefois référence qu'à l'auditoire. Dans son rapport de 2019, la Commission conclut : « Pour ce qui est des mesures d'inclusion, nos constatations sont mitigées. Nous relevons que les personnes handicapées, non européennes et rurales, ainsi que les jeunes, étaient moins sensibilisés aux débats (dans les jours précédant les débats). »

Ce classement des citoyens en identités appelées « personnes handicapées, non européennes et rurales » et l'invention d'une inquiétude à savoir s'ils étaient au courant ou non des débats montrent que la Commission se réfère uniquement à l'auditoire. Cela montre également à quel point la Commission cherche à détourner l'attention de la question en jeu, à savoir l'exclusion politique et la marginalisation de facto de la grande majorité des Canadiens. Cela restera le cas tant que les éléments qui informent la Commission impliquent l'exclusion de la majorité des partis des débats, n'informant pas les Canadiens à leur sujet et leur permettant encore moins de

participer aux discussions sur ce qu'ils proposent.

L'objectif de la Commission ne devrait pas être de justifier l'exclusion politique et la marginalisation des citoyens au nom des « principes de l'indépendance, de l'impartialité, de la crédibilité, de la citoyenneté démocratique, de l'éducation civique, de l'inclusion et de l'efficacité financière ». Elle doit permettre aux citoyens de voter en connaissance de cause en respectant le principe démocratique fondamental de l'égalité, qu'il s'agisse de l'égalité des partis, des candidats ou des citoyens.

Dans toutes ses délibérations, la Commission occulte complètement le fait que le système maintient le traitement de participants de seconde classe pour les candidats indépendants qui, comme la majorité des partis politiques, ne bénéficient même pas d'une reconnaissance symbolique.

Les critères d'inclusion

Tant qu'il s'agira de débats nationaux des chefs de partis, les critères d'inclusion ne peuvent être autres que ceux énoncés dans la *Loi électorale du Canada* sur l'enregistrement des partis. La loi dit qu'un parti politique peut être enregistré lorsqu'il présente au moins un candidat à une élection partielle ou à une élection générale après avoir soumis le nom de 250 membres à Élections Canada. Il doit avoir un agent officiel et un organe exécutif, et il doit déclarer que l'un de ses objectifs essentiels est de « participer aux affaires publiques en soutenant la candidature et en appuyant l'élection d'un ou de plusieurs de ses membres ».

À moins d'une modification des critères d'enregistrement prévus dans la *Loi électorale du Canada*, un parti politique enregistré est un parti politique enregistré et le principe démocratique d'égalité doit s'appliquer. Aucun autre critère ou jugement sur la valeur d'un parti politique ne peut être justifié si le processus doit être perçu comme étant démocratique.

Si les élites dirigeantes du Canada veulent un système dans lequel seuls les partis politiques et les candidats qui « ont une chance de gagner » (selon elles) devraient être reconnus, elles doivent modifier la *Loi électorale du Canada*. Par exemple, la loi pourrait exiger que pour être enregistré un parti doit prouver une « probabilité de gagner des sièges au Parlement ».

Il faudrait également modifier la *Charte des droits et libertés*. L'article 3 stipule présentement que « tout citoyen a le droit de vote et est éligible aux élections législatives fédérales ou provinciales » mais il serait plus exact de dire que « tout citoyen a le droit de vote aux élections législatives fédérales ou provinciales et tout citoyen qui, selon l'État, a des chances de remporter un siège au Parlement a le droit de se présenter à une élection ».

Évidemment, cela créerait un autre dilemme. Est-ce l'élection qui détermine le gagnant ou est-ce le cartel formé par les partis ayant des sièges à la Chambre des communes, leurs groupes de réflexion, leurs firmes de sondage, leurs médias et aussi les banques qui leur prêtent de l'argent sur la base de l'évaluation du risque informée par les « chances de gagner » établies par toutes ces institutions ? Cela nécessiterait également un examen impartial de la neutralité des firmes de sondage et des questions qu'elles posent.

En l'absence d'une telle enquête pour établir la vérité à partir des faits, les élites qui prennent toutes les décisions sur ce qui est bon pour les Canadiens en partant de la perspective d'exclusion préétablie qui guide cette Commission sont également celles qui établissent les firmes de sondage, ont recours aux services des firmes de sondage et formulent les questions posées. D'où le dilemme pour la Commission.

La plus grande diversion que commet la Commission est de prétendre éliminer la perception d'un

conflit d'intérêts en retirant des mains du premier ministre et de son cabinet le pouvoir de décider qui doit être inclus dans les débats des chefs. Comment va-t-elle maintenant éliminer la perception qu'elle est elle-même en conflit d'intérêt puisqu'elle est formée de représentants qui ont un intérêt à perpétuer les critères les plus exclusifs et élitistes au nom de la citoyenneté démocratique et de l'inclusion ?

Pour sortir de ce borborygme, la Commission doit reconnaître la nécessité d'un renouvellement démocratique du processus électoral afin qu'il ne soit pas basé sur des privilèges et soit conçu non pas pour porter des partis politiques au pouvoir mais pour investir le peuple du pouvoir de décider. En attendant, les modifications que le PMLC a proposées pour rendre la *Loi électorale du Canada* et la *Charte des droits et libertés* conformes à la réalité du processus électoral actuel du Canada permettraient au moins d'éliminer l'hypocrisie et la contradiction flagrante entre la proclamation des droits par la Charte et les limites qui leur sont aussitôt imposées, limites qui non seulement seraient « raisonnables » mais « dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique ».

Il va de soi que ceux qui jouissent de positions de pouvoir et de privilèges et qui sont protégés par un système qui s'autoperpétue voudraient railler ces propositions et les déclarer scandaleuses et peut être même extrémistes.

Il ne reste pas moins que tant que les partis politiques jouent un rôle dominant dans les élections, tous les partis politiques enregistrés doivent bénéficier des mêmes possibilités que les partis de l'establishment, à défaut de quoi l'électorat ne peut pas voter en connaissance de cause.

Que les débats d'exclusion soient organisés directement par un conglomerat de partis politiques à la suite de négociations secrètes et intéressées avec les médias, comme c'était le cas avant la création de la Commission des débats des chefs, directement par le gouvernement ou par un organisme « indépendant » mandaté pour mettre en oeuvre une directive du gouvernement, on ne changera pas l'eau en vin.

Un virage rétrograde dans le processus électoral et politique



Le PMLC est d'avis que la création de la Commission des débats des chefs – par décret gouvernemental, rien de moins – fait partie d'une tendance rétrograde. Le renforcement du pouvoir et du privilège dans la conduite des élections ne rend pas légitime la marginalisation politique accrue des citoyens. Cela arrive à un moment où la légitimité et la crédibilité des institutions de la gouvernance sont en grande difficulté et cette tendance va à l'encontre de la demande des Canadiens que fin soit mise à toute forme de privilège dans le processus électoral et politique.

Le traitement discriminatoire des candidats et des partis politiques qui ne souscrivent pas à l'idéologie officielle dominante et aux « valeurs et principes » présentés comme fondamentaux pour notre sécurité nationale et notre intérêt national n'est pas nouveau. Ce qui est nouveau, c'est l'abandon insouciant de toute prétention à respecter les formes démocratiques. Plus le

peuple revendique son droit de participer à la prise des décisions qui ont des conséquences pour lui, sur tous les fronts, plus ceux qui occupent des positions de pouvoir et d'influence font des déclarations ouvertes qui écartent, délégitiment et même criminalisent de grands pans de l'opinion politique. De grands efforts sont faits de concert avec les médias pour créer un climat dans lequel cela est considéré comme « normal ». Cela est présenté comme étant non seulement dans l'intérêt de la démocratie, mais aussi nécessaire pour défendre la sécurité nationale et l'intérêt national.

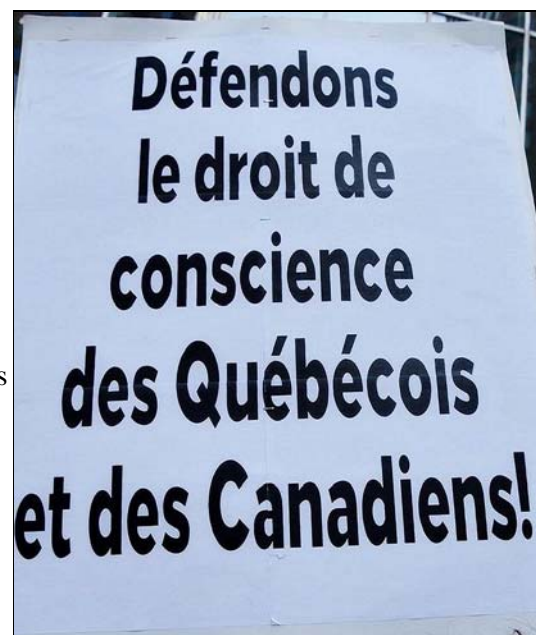
Le premier ministre Justin Trudeau a lui-même relancé cette tendance rétrograde dans un discours à Yellowknife le 10 février 2017. Pour justifier sa décision sans précédent d'annuler la recommandation du Comité spécial sur la réforme électorale d'introduire un système ou une représentation proportionnelle, et sa décision d'abandonner sa promesse électorale de 2015 de réformer le processus électoral pour le rendre plus représentatif que ce que permet le scrutin uninominal à un tour, il a déclaré que la stabilité du Canada serait mise en danger si un parti autre que les « trois partis existants », ou autre que des partis comme eux, était élu à la Chambre des communes.

« Si nous devons faire un changement ou risquer un changement qui augmente les voix individuelles, a déclaré Justin Trudeau, cela augmenterait les voix extrémistes et les voix activistes qui ne peuvent exister au sein d'un parti qui doit élaborer ce qui convient le mieux à l'avenir du pays dans son ensemble, comme le font les trois partis existants. Je pense que nous entrions alors dans une ère d'instabilité et d'incertitude. Nous mettrions en danger ce qui fait de nous des gens plus chanceux que n'importe qui d'autre sur la planète. »

Le gouvernement libéral a par la suite supprimé le ministère des Institutions démocratiques. Il est vrai que ce ministère avait été créé pour des raisons intéressées et qu'il parvenait bien mal à donner une crédibilité démocratique à son ministre, sans parler du premier ministre et de sa « lettre de mandat » qui était censée guider le travail de ce ministère.

S'ils ont critiqué la volte-face du premier ministre sur la réforme électorale, il demeure qu'aucun des partis siégeant à la Chambre des communes ne s'est élevé contre la déclaration qu'un régime autocratique serait dorénavant utilisé pour marginaliser tous les partis autres que ceux déjà présents à la Chambre. Il n'y a pas eu d'objection non plus des personnalités de la presse monopolisée.

Aujourd'hui, même le Parlement devient un « service non essentiel », les partis cartellisés étant réduits à présenter des projets de loi privés et des motions et à se servir des commissions parlementaires pour fomenter des scandales et des diversions. Pendant ce temps, le gouvernement agit en toute impunité, sans avoir à rendre de comptes, même symboliquement, au Parlement ou au peuple. Les exigences de la privatisation néolibérale sont telles que même les apparences extérieures de ce qu'on appelle les institutions démocratiques libérales doivent être sacrifiées. Cela comprend la prétention que les élections sont libres et équitables et qu'elles sont le moyen par lequel les Canadiens peuvent exiger des comptes des partis cartellisés et de leurs candidats. On aura beau prétendre qu'une nouvelle formule de débats des chefs permettra l'expression d'un vote éclairé, cela ne changera pas cette réalité.



Aujourd'hui, toutes les décisions cruciales affectant le corps politique sont prises par le premier ministre et ses ministres, qui utilisent les pouvoirs de prérogative pour définir les politiques, c'est-à-dire les pouvoirs de police. La création de la Commission n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Aujourd'hui, ce sont les pouvoirs de police qui dictent l'objectif de l'élection, soit de porter au pouvoir un gouvernement qui respecte « les valeurs et les principes » consacrés par la Couronne. Des firmes privées et des agences de renseignement ont carte blanche pour fixer les règles du jeu en restreignant la liberté d'expression et de conscience et en marginalisant et criminalisant toute opinion qui, selon elles, menace les institutions démocratiques libérales en crise. Des affirmations absurdes sont faites pour tenter de justifier cette tendance, comme lorsque le premier ministre déclare que la plus grande menace pour notre démocratie, ce sont les « voix extrémistes » qui n'adhèrent pas à l'un des trois partis attrape-tout. La réalité est que ces partis agissent en cartel pour écarter du pouvoir le peuple et même leurs propres membres. Ils ont depuis longtemps sabordé leurs propres organisations de circonscription et ils ne recrutent des membres que pour avoir de l'argent et légitimer leur chef qui brigue le poste de premier ministre.

Le financement

Le PMLC s'oppose également à l'utilisation de fonds publics pour renforcer un régime antidémocratique. Le budget supplémentaire de dépenses du gouvernement libéral pour les débats des chefs lors des prochaines élections s'élève à 5 147 844 \$. La Commission des débats des chefs s'est vu allouer un budget de 6 millions de dollars pour 2019 et a dépensé 4,1 millions de dollars. Il s'agit d'un montant assez exorbitant quand on sait que le coût d'un débat télévisé en 2011 était de 250 000 dollars et qu'il a été absorbé par les membres du consortium médiatique.

La création d'une commission des débats des chefs est une autre façon grossière de financer certains partis politiques durant une élection. Ce qui ne sert pas à promouvoir les uns sert à justifier l'érection d'un mur du silence autour des autres. Cela tourne en dérision les règles sur les dépenses électorales et la notion d'égalité des chances et d'élections libres et équitables. En fait, beaucoup ne trouveraient pas exagéré d'appeler cela une forme de corruption.

Le PMLC préconise le droit de l'électorat à un vote éclairé et le droit de tous les candidats de participer à une élection qui est menée de manière impartiale, sans privilèges accordés à un candidat ou à un parti par l'État. Le respect de ces principes démocratiques est d'autant plus pertinent quand des fonds publics sont utilisés pour faire la promotion de certains candidats et partis qu'une poignée de personnes jugent dignes d'être élus. Le PMLC est d'avis que les fonds publics devraient être utilisés pour financer le processus et non les partis politiques comme c'est le cas aujourd'hui, sans parler de l'aspect discriminatoire de ce financement.

En conclusion, tous les éléments qui informent la Commission impliquent l'exclusion de la majorité des partis des débats, ce qui sert à marginaliser ces partis qui sont ensuite diffamés, accusés d'être marginaux, non pertinents, extrémistes et ainsi de suite.

Justifier l'exclusion politique et la marginalisation des citoyens au nom des « principes de l'indépendance, de l'impartialité, de la crédibilité, de la citoyenneté démocratique, de l'éducation civique, de l'inclusion et de l'efficacité financière », ou au nom de la nécessité de n'inclure que les chefs susceptibles de devenir premier ministre, aboutit à ce même résultat. Une fois que les élites dirigeantes ont retiré de la table la discussion sur le droit à un vote éclairé et le principe démocratique fondamental de l'égalité, ceux-ci deviennent une préoccupation encore plus importante pour le corps politique.

Il reste cette question cruciale : pourquoi les élections devraient-elles être guidées par l'objectif de former un gouvernement de parti ? Pourquoi tous les candidats ne sont-ils pas placés sur un pied d'égalité et pourquoi des moyens ne sont-ils pas conçus pour informer la population de ce que chacun d'eux propose ?

Le PMLC a étudié attentivement les documents relatifs à la création de la Commission des débats des chefs, ses délibérations post-2019 ainsi que le « nouveau » mandat de la Commission; il les fait connaître le plus largement possible et invite tout le monde à échanger les opinions et à participer à la discussion sur cette question.

Questions relatives à la conservation de l'environnement

La nécessité d'une approche dialectique de la foresterie

- Peter Ewart -



Il y a cent quarante ans, Friedrich Engels, proche collaborateur de Karl Marx, écrivait dans son livre *Dialectique de la nature* que « rien dans la nature n'arrive isolément. Chaque phénomène réagit sur l'autre et inversement, et c'est la plupart du temps parce qu'ils oublient ce mouvement et cette action réciproque universels que nos savants sont empêchés d'y voir clair dans les choses les plus simples »[1].

Il poursuit : « Ne nous flattons pas trop de nos victoires sur la nature. Elle se venge sur nous de chacune d'elles. » Et il citait des exemples de cette vengeance en soulignant comment, au cours des siècles précédents, la coupe des forêts en Mésopotamie, en Grèce et dans d'autres endroits d'Europe a créé les conditions d'inondations et d'érosion dévastatrices.

À cet égard, Engels reprochait à de nombreux penseurs et politiciens de l'époque de considérer les phénomènes naturels comme étant isolés et séparés des autres phénomènes, comme si les choses n'existaient qu'en elles-mêmes, sans tenir compte de leurs interrelations et interconnexions multidimensionnelles. Il s'agissait d'une sorte de cloisonnement entre la nature et la vie elle-même qui mettait les choses en silos, contraire à la façon dont les choses se présentent dans le monde réel.

Depuis lors, la science a fait de grands progrès en démontrant que, comme Engels et d'autres penseurs dialectiques l'ont soutenu depuis l'Antiquité, la nature est interconnectée et interreliée de tant de façons qu'en fait la terre elle-même est un tout interconnecté, une grande biosphère complexe qui la matrice de la vie, et qui est dans un état de changement, de développement et de mouvement continu.

En tant qu'êtres humains et créatures de la biosphère, loin d'être séparés de la nature, nous

sommes une extension de cette nature et, inversement, la nature est une extension de nous. Nous sommes à la fois organiques et inorganiques. Cela signifie que la matière, comme l'air que nous respirons, l'eau que nous buvons, la nourriture que nous mangeons, etc., fait partie intégrante de notre être humain et sans elle nous ne pourrions pas survivre.

En effet, nous ne pourrions pas tenir plus de quelques minutes sans la biosphère riche en oxygène qui nous entoure et qui a été constituée par d'autres formes de vie au cours de millions d'années. Même notre digestion des aliments dépend de milliards de microbes et de bactéries qui vivent en symbiose dans notre intestin.

Les forêts sont des réseaux complexes qui existent dans des continuums de temps et d'espace, des plantes qui ont souvent plusieurs centaines d'années aux fleurs sauvages qui ne durent qu'une brève saison; des paysages plus vastes comprenant plusieurs kilomètres de forêt au minuscule écosystème d'une mare de ruisseau[2].



Dans cette biosphère, plutôt que d'être des entités muettes, solitaires et isolées, les arbres eux-mêmes sont interconnectés et communiquent entre eux, affichant, selon certains, une sorte de proto-conscience. Par exemple, les arbres qui sont attaqués par des insectes envoient des avertissements chimiques aux autres arbres pour qu'ils émettent de la sève collante afin de repousser l'attaque[3]. Et il existe d'innombrables autres exemples de ces interconnexions entre les formes de vie et la matière elle-même dans cette biosphère dont nous sommes la partie la plus consciente.

Après tant d'années et tant de preuves des interconnexions dialectiques de la nature, on pourrait penser que la politique forestière et environnementale suivrait cette approche holistique. Mais, malheureusement, trop souvent ce n'est pas le cas.

Par exemple, en 2018, tout comme avec les inondations en Mésopotamie et en Grèce d'il y a longtemps qu'Engels a mentionnées, la communauté de Grand Forks en Colombie-Britannique a subi une inondation dévastatrice qui, selon les résidents, a été causée par la coupe à blanc et la surexploitation par des entreprises sur les pentes des montagnes voisines, ce qui a entraîné des torrents d'eau se déversant et inondant la ville[4].

Cette coupe à blanc a été effectuée malgré de nombreux avertissements sur l'interconnexion des arbres en tant que réservoirs cruciaux pour l'eau de pluie et stabilisateurs du sol. Aujourd'hui, les résidents ont intenté un procès au gouvernement et aux compagnies forestières pour obtenir une indemnisation. Mais le mal est fait. Malheureusement, le même problème s'est répété ailleurs dans la province.



Autre exemple éloquent. Il y a des décennies, on a décidé de couper à blanc des forêts dans tout l'intérieur de la province et de les replanter avec de vastes monocultures de pin tordu, plutôt que de reproduire la diversité naturelle des espèces d'arbres à feuilles caduques et de conifères. En se concentrant uniquement sur la culture du pin tordu et en n'examinant pas de façon globale le déséquilibre et la perturbation qu'une telle plantation entraînerait, le gouvernement et les

entreprises forestières ont créé une vaste monoculture hôte de pins vulnérables.

Il en a résulté le déclenchement d'une grave épidémie du dendroctone du pin qui a fini par détruire des millions d'hectares de forêts intérieures de la Colombie-Britannique, entraînant la fermeture de douzaines d'usines, la perte de milliers d'emplois, la dévastation de collectivités et des inondations et une érosion encore plus catastrophiques. Bien sûr, d'autres facteurs, comme le changement climatique et la suppression des feux de forêt, ont également joué un rôle important dans l'épidémie du dendroctone du pin, mais l'accent mis sur la plantation de monocultures vulnérables de pins pour maximiser les profits des entreprises a été un facteur important.

Et puis il y a la question de l'arrosage de glyphosate dans l'intérieur de la Colombie-Britannique. Monsanto, le géant de l'herbicide et de la chimie qui fabrique le glyphosate, est un grand promoteur de cette vision étroite des phénomènes naturels, à tel point que l'entreprise paie des scientifiques corrompus pour rédiger des rapports qui prétendent que les effets du glyphosate sont compartimentés et n'ont d'impact que sur les plantes à feuilles larges et non sur l'environnement en général ou sur la santé des êtres humains[5], et ce, malgré de nombreuses études qui montrent que le glyphosate et ses effets migrent dans la chaîne alimentaire et dans l'environnement avec un impact important.



Comme le révèle la dialectique, l'accumulation quantitative de glyphosate dans le corps humain peut éventuellement entraîner un changement qualitatif, c'est-à-dire que les gens contractent un cancer, comme le montrent les procès intentés aux États-Unis et au Canada par des milliers de victimes du cancer[6].

Les forêts anciennes sont vues dans une optique unilatérale par les grandes entreprises et les responsables gouvernementaux à leur service, comme de simples arbres à abattre, au lieu d'être

perçues de manière globale, comme des écosystèmes possédant des valeurs environnementales, économiques, scientifiques et culturelles à préserver. L'expérience a montré qu'une fois qu'une forêt est coupée à blanc, l'écosystème d'origine est altéré de façon permanente et ne peut être rétabli[7].

Les produits du bois sont également vus de manière très étroite, comme des grumes destinées à être exportées à l'état brut ou transformées minimalement, au lieu de considérer le bois comme une substance organique merveilleusement complexe qui peut être transformée en une large gamme de produits utiles, des produits pharmaceutiques aux tissus en passant par le bois d'ingénierie.

Alors, qu'est-ce qui empêche de bâtir la sylviculture avec une approche globale ? Nombreux sont ceux qui soutiendraient que ce sont les intérêts des entreprises forestières monopolistes et capitalistes mondialisées qui font pression sur les gouvernements et la société en général pour qu'ils adoptent des vues et des politiques étroites, compartimentées et axées sur la recherche du profit, et qui exercent un contrôle monopoliste sur les ressources forestières.

Une des affirmations les plus insidieuses est que les travailleurs forestiers et leurs emplois sont en quelque sorte séparés ou en désaccord avec l'environnement lui-même et qu'on ne peut donner la priorité à l'un qu'au détriment de l'autre. Le fait est que l'environnement du lieu de travail fait partie de l'environnement général. Par exemple, à l'époque d'Engels, au XIXe siècle, les premières victimes de l'horrible pollution environnementale générée par les lieux de travail de la révolution industrielle en Angleterre étaient les ouvriers et leurs familles[8]. En 2018, bon

nombre des maisons qui ont été inondées à Grand Forks, en Colombie-Britannique, appartenaient probablement à des ouvriers d'usine et à des travailleurs forestiers.

En ce qui concerne le glyphosate, les pilotes d'hélicoptères et les travailleurs forestiers qui participent à l'arrosage à l'herbicide sont exposés à ses effets toxiques. En outre, parce que les grandes entreprises pratiquent la surexploitation et la coupe à blanc et refusent de valoriser le bois, l'approvisionnement en bois des régions est affecté et de nombreux travailleurs perdent leur emploi en raison de la pénurie de fibres.

Dans ce modèle capitaliste monopoliste, les travailleurs sont aliénés par leurs emplois forestiers et n'ont que peu ou pas d'influence sur la production, et les communautés sont aliénées par rapport aux forêts qui les entourent et n'ont également que peu ou pas d'influence sur ce qui se passe. Les petites et moyennes entreprises, les entrepreneurs forestiers, les scientifiques indépendants et d'autres sont également laissés pour compte et les grandes entreprises forestières dominent. Le résultat final est l'état désastreux dans lequel se trouve actuellement notre ressource forestière, autrefois importante, en Colombie-Britannique.



Il est dans l'intérêt des travailleurs et des communautés de se soucier de l'environnement et il est dans l'intérêt des environnementalistes de tendre la main et d'inclure les travailleurs et les communautés, autochtones et non autochtones, dans leurs propositions pour les forêts. Ensemble, on peut faire des progrès.

Et il existe des solutions à la fois à petite et à grande échelle. Par exemple, au lieu d'arroser au glyphosate, pourquoi ne pas procéder à un débroussaillage et à une coupe manuelle des arbres à feuilles larges ? Ou mieux encore, pourquoi ne pas maintenir les feuillus existants comme le tremble et le bouleau en tant qu'espèces productives et bénéfiques, comme l'a suggéré Stop the Spray BC. Cela créerait certainement plus d'emplois et serait mieux pour l'environnement[9].

Au lieu des coupes à blanc, pourquoi pas une récolte sélective, ainsi qu'une production à plus forte valeur ajoutée ? Là encore, cela créerait plus d'emplois et réduirait l'impact sur l'environnement.

Pourquoi ne pas préserver le peu de forêts anciennes qui restent dans la province et faire en sorte que la production forestière se concentre sur les forêts de seconde pousse, comme le propose Conservation Nord[10] ? Plutôt que de considérer les forêts comme des peuplements d'arbres qu'il suffit d'abattre, pourquoi ne pas voir l'activité humaine comme faisant partie intégrante des écosystèmes forestiers et essayer de faire en sorte que cette activité soit conforme aux lois naturelles de ces écosystèmes ?

Et pourquoi ne pas confier aux communautés, autochtones ou non autochtones, le contrôle des forêts adjacentes plutôt qu'aux grandes entreprises et aux bureaucrates qui vivent ailleurs ?

À plus grande échelle, pourquoi ne pas fonder le modèle d'aménagement forestier et l'économie forestière elle-même sur une approche dialectique, holistique, qui donne la priorité à l'environnement et aux intérêts des travailleurs, des communautés et de la population de la province ?

Notes

1. Friedrich Engels, *Dialectique de la nature*, Éditions sociales, Paris, 1968
2. Silva Forest Foundation. « [An ecosystem-based approach to forest use : definition and scientific rationale](#) », septembre 1997
3. Peter Wohlleben, *The hidden life of trees*, Greystone Books, 2015
4. Tom Popyk, « [Negligent logging caused 2018 floods, Grand Forks residents allege in class action lawsuit](#) », CBC News, 15 septembre 2020
5. Carey Gillam, *Whitewash : the story of a weed killer, cancer, and the corruption of science*, Island Press, 2017
6. Jonathan Gatehouse, « A roundhouse against Roundup », *The National*, 19 mai 2019
7. Herb Hammond, [Ecosystem-based conservation planning](#) (video)
8. Friedrich Engels, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, 1845
9. [Stop the Spray BC](#)
10. [Conservation North](#)

La position du PCC(M-L) sur différentes questions relatives à l'environnement

- K. C. Adams -

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) reçoit souvent des demandes d'expliquer sa pensée sur comment les problèmes de l'environnement naturel peuvent être résolus. Les questions liées à l'environnement doivent être traitées avec ce qu'on appelle objectivité de l'examen. La façon dont les êtres humains vivent et gagnent leur vie a une incidence sur l'environnement. La question est de savoir comment le peuple peut humaniser son rapport avec l'environnement et la nature en général. Qu'est-ce qui l'empêche de le faire ?

Des cartels et des monopoles mondiaux possèdent et contrôlent l'économie contemporaine et dominent la politique officielle. Cette propriété privée de l'économie est en contradiction avec la nature socialisée de l'économie moderne, sa réalité interconnectée où des milliards de producteurs réels créent le produit social nécessaire à l'existence des peuples et des sociétés, mais n'ont pas leur mot à dire sur la direction de l'économie[1].

Le but de la propriété privée est de tirer le maximum de profit des composantes de l'économie que les propriétaires contrôlent, de soumettre l'État à leurs exigences et de le forcer à payer les riches. Cela conduit à un dysfonctionnement de l'économie et à des crises récurrentes,



car les parties concurrentes de l'économie sont en conflit les unes avec les autres et avec les producteurs réels qui n'ont pas leur mot à dire. L'objectif étroit des oligarques, le profit privé, se heurte au besoin d'une économie moderne et à la nécessité que ses divers secteurs et entreprises fonctionnent en harmonie pour le bien commun.



La concurrence entre les cartels et les monopoles au pays et à l'étranger se termine souvent par une guerre qui implique des armées de l'État et des armées privées et le pillage de l'environnement qui s'ensuit. La lutte mondiale des cartels et des monopoles privés pour la domination et pour le contrôle d'États sur lesquels ils exercent une influence ont conduit à des dépenses publiques et privées pour les forces armées qui dépassent de loin toutes les autres dépenses. Les affrontements militaires qui s'ensuivent pour le contrôle des marchés, des matières premières et de la main-d'œuvre bon marché et pour contrôler des régions entières ont conduit ces dernières années à la destruction de la vie humaine, de la production et de l'environnement de pays entiers, comme l'Irak, l'Afghanistan, la Libye, la Syrie, le Yémen à la poursuite de guerres dévastatrices en Asie, en Afrique, en

Amérique du Sud, en Amérique centrale et dans les Caraïbes, et à l'augmentation constante des dépenses militaires.

Les conditions objectives exigent des solutions aux problèmes liés à l'environnement et à la destruction de la nature. Les peuples n'ont pas de contrôle sur leur économie, la politique officielle, l'État et les forces armées. Le but et la conception de l'oligarchie mondiale au pouvoir sont fixés sur la défense et l'élargissement de ses richesses et de son pouvoir privés. Les oligarques contrôlent le travail que font les travailleurs pour gagner leur vie, et l'État, l'économie et l'armée là où ils dominent.

Sans prendre en considération la domination de l'oligarchie mondiale sur le peuple, l'économie, la politique, l'armée et la nature et le but imposé qui est de faire un profit privé pour les oligarques, la plupart des efforts pour s'attaquer aux problèmes de l'environnement sont manipulés et fragmentés par ces mêmes forces puissantes qui sont à l'origine des problèmes et transformés en programmes pour payer les riches.

Les rapports de production liés à la propriété et au contrôle privés des parties concurrentes de l'économie ne correspondent pas aux conditions objectives de l'économie socialisée, qui devrait fonctionner en reconnaissant l'importance et la nécessité les unes des autres pour l'avantage réciproque de tous et pour le développement de l'ensemble. La contradiction entre la façon dont l'économie est détenue et contrôlée avec son essence socialisée doit être reconnue lorsqu'il s'agit de traiter des problèmes environnementaux et de tous les autres problèmes auxquels sont confrontés le peuple et la nature.

Bien sûr, les enjeux et les problèmes peuvent être soulevés séparément, comme le besoin de faire du Canada une zone de paix, de s'attaquer à la pollution industrielle, aux changements climatiques, à la fracturation hydraulique pour le pétrole et le gaz, à la surpêche comme celle pour la morue de l'Atlantique et d'autres problèmes marins, la gestion des forêts, etc. Des propositions, des campagnes et des solutions peuvent être débattues et envisagées pour une

résolution temporaire, comme celle d'un moratoire sur la pêche à la morue. Cependant, pour que le succès sur ces fronts soit une victoire durable, le problème des rapports de production et de la domination des oligarques sur tous les aspects de la vie doit être soulevé, et des efforts doivent être faits pour surmonter cette domination et bâtir le Nouveau.

Note

1. La valeur économique du produit social est mesurée par le temps de travail moyen ou standard nécessaire à la classe ouvrière pour produire et fournir un bien ou un service. La valeur économique comprend à la fois l'ancienne valeur des moyens de production consommés et transférés dans le produit social pendant la production à un stade donné, plus la nouvelle valeur du temps de travail standard nécessaire aux travailleurs pour produire et fournir au cours d'une étape actuelle de nouveaux moyens de production ou services et articles de consommation.

La Questions et réponses

La plateforme du Parti

Question : Est-ce qu'il y a quelque chose que vous voulez souligner à propos de la plateforme de votre parti sur les enjeux environnementaux ?

Réponse : Le PCC(M-L) propose l'humanisation de l'environnement naturel et social. Il est convaincu que toutes les questions liées à l'environnement naturel peuvent être résolues si le facteur humain/conscience sociale est aux commandes.

Les politiques de protection de l'environnement portent sur le rapport entre les êtres humains et la production de leurs moyens de subsistance et la nature. Toute production se rapporte d'une manière ou d'une autre à la nature et affecte la nature. Par le travail de tous les travailleurs, la grande production industrielle moderne transforme les qualités existantes de la nature en un produit social qui répond à un besoin humain.

Les rapports des humains avec la nature sont déterminés par le niveau de développement des forces productives, la lutte pour la production et la façon dont les humains sont organisés les uns par rapport aux autres. Ces facteurs dictent l'objectif et la direction de l'économie pour produire, gérer, distribuer, utiliser et consommer les richesses de la nature et les produits sociaux qui en découlent.

Dans les conditions modernes, les rapports dans l'économie dépendent de la réponse à trois questions décisives liées à la production et à la distribution sociales : À qui l'économie ? Qui décide ? Qui contrôle ? La réponse à ces trois questions dans le monde moderne doit être le « peuple ». Le peuple doit donner à l'économie un but qui soit centré sur l'être humain et doit décider de la direction de l'économie en conséquence. Les oligarques qui possèdent et contrôlent l'économie empêchent les travailleurs, les producteurs réels, de prendre la place qui leur revient dans le contrôle et l'établissement de la direction de l'économie.



La société civile

Les rapports de production actuels sont régis par la société civile et ses institutions, par ses formes économiques, politiques et sociales et par ses lois et règlements. La société civile est née de la révolution qui avait pour but de protéger et d'étendre la propriété privée contre la puissance arbitraire, le pouvoir politique et le droit héréditaire de la société aristocratique féodale.

La société civile a fait son temps et est maintenant dominée par des cartels mondiaux qui contrôlent l'économie en tant que propriété et fief privés et qui appliquent leur objectif de tirer un profit maximum de leur propriété privée et du travail des personnes qu'ils emploient.



Dans la période de la société civile, les travailleurs sont généralement devenus un facteur humain instruit et une force sociale écrasante. Pour résoudre les problèmes économiques, politiques, sociaux et environnementaux actuels, les travailleurs exigent une nouvelle direction, un nouveau but et de nouvelles formes centrées sur l'humain pour que l'économie soit au service du peuple et de la société, qui dépassent les limites de la société civile et de son contrôle, et de sa réglementation de la propriété privée au service des cartels et monopoles mondiaux.

La société civile s'est développée pour protéger la propriété privée contre la force arbitraire, le pouvoir politique et le droit héréditaire de l'aristocratie foncière. Avec la concentration de la richesse et de la propriété privée dans les mains de quelques-uns au cours des deux derniers siècles, le droit naturel a fusionné avec le droit héréditaire pour devenir le droit de monopole d'une oligarchie qui domine tous les aspects de la vie.

La société civile est maintenant contrôlée par une oligarchie mondiale d'autocrates impérialistes qui se font concurrence et la guerre entre eux, et contre le peuple pour défendre et agrandir leur richesse privée qui provient de l'expropriation de la valeur que produisent les travailleurs.

La société civile a bouclé la boucle en remplaçant les élites constituées d'aristocrates fonciers par des élites constituées d'autocrates impérialistes. La société civile est incapable d'affirmer les droits que tous possèdent du seul fait qu'ils sont des êtres humains. Le peuple doit mettre en place des formes politiques de gouvernance centrées sur l'humain qui affirment et garantissent ses droits, qui lui permettent de contrôler l'économie et de lui donner un but et une direction modernes qui sert le peuple et la société et qui contribue à l'humanisation de l'environnement social et naturel.

Une société centrée sur l'humain

Les droits humains comprennent le droit du peuple de décider et de contrôler l'économie, le droit de décider et de contrôler les rapports entre les humains et avec la nature. La société civile a dégénéré en un pouvoir de police et de forces armées d'autocrates qui ont pour fonction de priver le peuple de son droit de décider et de contrôler le but et la direction de son économie, de la politique et de la société.

Au pouvoir de la société civile de priver le peuple des droits qui lui appartiennent, il faut opposer le pouvoir du peuple centré sur l'humain de priver la société civile de ce pouvoir. Il doit pour cela s'organiser et s'engager dans des actions avec analyse pour s'attaquer aux problèmes auxquels la société et l'environnement sont confrontés et créer des formes économiques,

politiques et sociales nouvelles centrées sur l'humain qui lui permettent de décider et de contrôler toutes les questions qui l'affectent, lui et la nature. Cette exigence est centrée sur le besoin d'investir le peuple du pouvoir de décider et plus particulièrement de l'investir du pouvoir politique et de mettre à contribution ce que le PCC(M-L) appelle le facteur humain/conscience sociale.



La résolution des problèmes créés par l'économie moderne de la grande production industrielle, y compris la « politique de protection de l'environnement », est indissociable du besoin d'investir le peuple du pouvoir de décider. En créant une société centrée sur l'être humain, les êtres humains peuvent décider et contrôler les forces productives modernes, les rapports entre les humains et leurs rapports avec la nature.

La coupe à blanc et les herbicides

Question : Pensez-vous que la coupe à blanc et l'utilisation d'herbicides devraient être interdites (ou interdites seulement sur les terres de la Couronne) afin de protéger nos écosystèmes forestiers et nos forêts locales pour les générations futures ?

Réponse : Ce sont des questions qui doivent être décidées par les gens qui y habitent et qui en vivent, en particulier la classe ouvrière. D'énormes progrès ont été réalisés sur le plan scientifique sur la façon d'exploiter les forêts de manière durable. Ces questions se heurtent aux cartels et aux monopoles mondiaux centrés sur les États-Unis qui dominent nos forêts et les exploitent pour leur profit. Les travailleurs des villes forestières de tout le pays n'ont aucun pouvoir pour décider et contrôler la manière dont la forêt est gérée et exploitée ou comment sa production est liée à d'autres secteurs et à la construction de communautés stables et prospères.

Dans les conditions actuelles, le changement se produit parce que les habitants des communautés touchées par la coupe à blanc et l'utilisation intéressée d'herbicides exigent des pratiques sûres. Au fur et à mesure que les personnes qui travaillent et vivent dans ces communautés, y compris les peuples autochtones, prennent le contrôle des décisions qui affectent les forêts, la vie des forêts et celle des gens s'amélioreront.

En ce qui concerne les relations avec la nature et entre les humains, la question du but de l'économie et de la conception du monde de ceux qui la contrôlent est cruciale. Le but actuel de l'économie impérialiste, à savoir le profit maximum dans les meilleurs délais, est incompatible avec le développement d'une relation harmonieuse avec la nature ou entre les humains en général et la résolution des problèmes du XXI^e siècle, ce que le PCC(M-L) appelle l'humanisation de l'environnement social et naturel. Les nouvelles relations requièrent un nouveau but et une nouvelle orientation pour l'économie qui servent le peuple et utilisent la valeur que les travailleurs produisent pour améliorer leur vie et celles de leurs communautés et pour régler les problèmes que la grande production industrielle moderne et l'impérialisme ont créés. Les nouvelles relations requièrent que le peuple soit investi du pouvoir de décider afin qu'il puisse contrôler l'économie, la politique et toutes les affaires qui affectent sa vie.

Les écosystèmes marins

Question : Quelles mesures/lois auraient votre appui pour aider à protéger les écosystèmes marins, par exemple accroître le nombre d'aires marines protégées ou réduire les activités de pêche au chalut ?

Réponse : La question sous-entend que les propositions visant à accroître les aires marines protégées ou à réduire le chalutage sont des mesures souhaitables pour protéger les écosystèmes. En règle générale, le PCC(M-L) ne se prononce pas pour ou contre de telles propositions, car elles sont souvent utilisées pour ne pas consulter et écouter ceux dont les moyens de subsistance et le bien-être dépendent d'écosystèmes spécifiques auxquels on fait référence. Trop souvent, les gouvernements adoptent des lois au nom de la protection des écosystèmes alors qu'en fait, ils se rangent du côté d'intérêts privés étroits au nom d'idéaux élevés.

Un problème sérieux au Canada est le refus des gouvernements à tous les niveaux de créer des formes sociales et politiques qui permettent aux gens de discuter des enjeux et des problèmes tels qu'ils se posent, de décider de ce qui doit être fait, de contrôler la mise en oeuvre et le résultat des mesures qu'ils jugent nécessaires et de demander aux responsables de rendre compte de leur action ou inaction. Le peuple discute de ces questions qui concernent ceux dont les moyens de subsistance dépendent directement des écosystèmes marins et de tous les aspects de la pêche et des autres productions de la mer, des lacs et des rivières. Nous avons toujours constaté que les gens savent quoi faire, mais qu'ils n'ont pas le contrôle des décisions prises ou des moyens pour le faire, car les gouvernements laissent ces moyens entre les mains d'intérêts privés étroits. Voilà le problème qui préoccupe surtout.

Dans le monde des manipulations électorales pratiquées au Canada aujourd'hui, les bonnes suggestions et bonnes politiques sont destinées pour la plupart à mourir au Parlement. Les partis cartellisés au pouvoir et dans l'opposition agissent comme des gardiens pour exclure le peuple avec ses points de vue, ses revendications, ses préoccupations et ses propositions. La plupart du temps, les propositions des Canadiens finissent par être ignorées ou transformées en énoncés de politique promus par les partis cartellisés dans le contexte de campagnes électorales. Ces énoncés de politique électorales sont généralement ignorés en pratique ou édulcorés au point de devenir méconnaissables. Parfois ils sont adoptés pour plus tard être simplement annulés.

La mise en oeuvre des suggestions et des propositions devient la prérogative du gouvernement. Le peuple n'y peut rien puisque les élus n'ont pas de comptes à rendre, sauf dans le sens d'être remplacés par un autre parti cartellisé sur lequel le peuple n'exerce pas non plus de contrôle.

Les écosystèmes marins sont sous le contrôle des oligarques mondiaux et de leurs cartels et monopoles. À ce stade, l'élite dirigeante décide en cette matière et contrôle la destinée de ces écosystèmes. Par exemple, le mode de vie des Terre-Neuviens qui, pendant des décennies ont pêché et vécu dans des villages le long de la côte, a été anéanti par de puissantes forces économiques et politiques qu'ils ne contrôlaient pas. La concentration de la richesse sociale et du pouvoir productif des flottes de pêche contrôlées par les monopoles mondiaux a anéanti les pêcheurs côtiers. La surpêche effrénée qui en a résulté a finalement détruit l'approvisionnement en morue.

Les forces qui exercent actuellement une domination sur les écosystèmes marins ont comme seul but de les exploiter pour le profit maximum privé. Lorsque le peuple propose des solutions, il doit garder à l'esprit que ses propositions sont filtrées à travers ce but et manipulées pour convenir à ceux qui contrôlent. Dans la situation, le peuple doit tout mettre en oeuvre pour préserver l'environnement naturel et ne pas permettre les tentatives de le diviser sur des bases fausses en opposant les emplois et le bien-être de l'environnement.

Les gens qui effectuent le travail et vivent dans les communautés côtières sont très capables de décider ce qui est dans leurs meilleurs intérêts et ceux des autres, et de ceux de la nature elle-même. Il est dans leur intérêt de prendre des décisions qui améliorent leur rapport avec les ressources naturelles afin qu'eux-mêmes et leurs communautés perdurent, se développent et prospèrent. De nombreux peuples autochtones ont une culture ou une tradition d'évaluer ce qu'ils font en fonction non seulement de la façon dont une action affecte et sert la vie actuelle, mais aussi de la façon dont elle peut toucher et servir sept générations plus tard. Le PCC(M-L) considère que c'est un bon guide à la réflexion et à l'action.

Taxation et plafonnement et impôts des particuliers

Question : Les taxes sur le carbone corrigent les inefficacités du marché causées par des forces externes (comme la pollution et les changements climatiques). Appuyez-vous actuellement le système de plafonnement et d'échange en Nouvelle-Écosse ou pensez-vous qu'il devrait être remplacé par autre chose ?

Réponse : La première phrase de la question est une affirmation de quelque chose qui a peu ou rien à voir avec la protection de l'environnement. Quelles sont les inefficacités du marché que les taxes sur le carbone sont censées corriger ? Ces prélèvements et impôts individuels tels que les taxes foncières, les taxes sur la consommation et les impôts sur le revenu sont des méthodes des cartels et des monopoles dominants pour transférer le fardeau d'un problème sur les travailleurs et utiliser le pouvoir de l'État pour récupérer la richesse sociale qui appartient de droit au peuple. Les oligarques, qui contrôlent l'État, les gouvernements et leurs trésors, utilisent les recettes fiscales pour payer les riches de diverses manières et financer les pouvoirs de police et des forces armées et la bureaucratie gouvernementale. La taxe sur le carbone est une manipulation du problème très réel de la pollution industrielle et autres formes de pollution pour dépouiller les travailleurs et même les petites et moyennes entreprises.

Les taxes sur le carbone et le plafonnement et l'échange sur les émissions de carbone sont des exemples de la conquête néolibérale de la pensée et de la politique économiques officielles : la société n'est rien; le marché est tout. Les néolibéraux prêchent que le peuple ne peut et ne doit pas prendre le contrôle de sa vie, y compris de l'économie, de son but et de son fonctionnement. Laissons les riches décider par leur domination du marché et leur propriété et contrôle des moyens de production, de distribution et du commerce, se plaisent-ils à répéter sans cesse.

La pollution industrielle et les changements climatiques causés par les humains ne sont pas des problèmes de production moderne qui découlent des forces productives elles-mêmes en tant que problèmes qui ne peuvent être résolus. Ils persistent comme des problèmes insolubles parce qu'ils existent dans le contexte de rapports de production qui ne sont pas conformes aux forces productives socialisées modernes. Les problèmes posés par la production industrielle moderne persistent parce que le but des forces

qui contrôlent la production moderne est le profit maximum privé pour leur cartel et monopole particuliers, quel qu'en soit le prix à payer. Leur préoccupation ne s'étend pas à l'environnement social et naturel au sens large, à moins que d'une manière ou d'une autre, ils ne puissent exproprier un profit privé maximum pour leurs intérêts particuliers, par exemple dans des projets verts qui reçoivent des paiements du gouvernement, des garanties et d'autres formes de soutien tels que des infrastructures bon marché et des réglementations qui leur sont favorables.



Les forces qui contrôlent désormais l'économie et l'État se sont développées dans l'ancienne société féodale et sont le produit de son mode de vie, de ses traditions et de sa pensée, fondés sur le contrôle privé et autocratique de la propriété et des forces productives. Elles se sont opposées aux forces aristocratiques dominantes dans la mesure où elles voulaient que la liberté de leur propriété privée existe sans restriction féodale sur la production, les échanges et le commerce, et ont libéré les travailleurs de la servitude féodale, ce qui leur a permis de vendre leur capacité de travail aux nouveaux riches appelés la bourgeoisie qui possédait les moyens de développer la production et la distribution industrielles de masse.

La vision étroite de la classe dominante émergente ne pouvait pas et ne s'est pas développée pour embrasser la complexité et l'interaction des forces productives industrielles de masse et des progrès scientifiques continus que la révolution contre la petite production féodale et l'aristocratie a déclenchée. Les impérialistes ne s'en tiennent qu'à leur richesse et à leur pouvoir individuels et rejettent la nécessité d'une collaboration à l'avantage réciproque de tous les pays, économies, entreprises et peuples pour le bien commun de toute l'humanité, de la société et de la Terre Mère.

Pour résoudre les problèmes des forces productives modernes, les travailleurs doivent prendre le contrôle de l'économie pour la modeler pour qu'elle oeuvre collectivement à l'avantage réciproque de tous, pour changer son but d'exproprier le profit privé à celui de servir le bien commun et la société, et humaniser l'environnement social et naturel. La classe ouvrière moderne est le plus grand produit des forces productives socialisées et a ses racines dans les forces nouvelles en tant qu'être social et la seule classe capable de mettre les rapports de production en conformité avec les forces productives déjà socialisées.

Plafonnement et échange des émissions de carbone

Au Canada, le plafonnement et l'échange est une fraude impérialiste. Le commerce des produits dérivés, y compris les crédits de carbone, est une caractéristique de la tendance parasitaire et de la décadence de l'économie impérialiste. Cette décadence s'accompagne d'une plus grande concentration de l'économie et de la richesse sociale entre moins de mains, à mesure que les riches deviennent plus riches et les pauvres s'appauvrissent. Tout cela accentue et aggrave les crises économiques récurrentes et entraîne les impérialistes dans des actions plus agressives et imprudentes telles que l'économie de guerre et les guerres continues pour conquérir les marchés et les travailleurs à exploiter, pour mettre des régions entières sous leur contrôle et détruire ceux qui refusent de se plier.

L'échange de crédits carbone et autres dérivés entraîne une redivision de la valeur déjà produite ainsi que la création de valeur fictive. Les négociants espèrent dépouiller les autres de la valeur déjà produite qu'ils possèdent et s'engager à cette fin dans l'achat et l'échange de tout et de rien, y compris la valeur fictive concoctée comme les crédits de carbone. Ils manipulent les prix pour les augmenter, voire les baisser dans certains cas, dans le cadre d'une pratique connue sous le nom de vente à découvert. La totalité circule autour de l'échange de la valeur déjà produite consommée ou non et de la valeur fictive concoctée comme les dérivés, les crédits-carbone et les stratagèmes de type Ponzi.

Les oligarques considèrent la production et la vente réelles de biens et services généralement comme risquées et incapables d'atteindre leur objectif de profit maximum à moins qu'elles ne soient entreprises avec des fonds publics pour payer les riches et des garanties gouvernementales de ventes comme c'est le cas avec l'économie de guerre et les contrats d'infrastructure gouvernementaux ainsi que les partenariats privés publics.

Récemment, en particulier pendant la pandémie, les oligarques qui contrôlent les cartels d'investissement mondiaux ont incité les petits négociants individuels ou au détail à mettre leur

argent dans le marché des actions et de matières premières, créant ainsi une autre source de profits pour les oligarques et une plus grande concentration de la richesse sociale entre les mains des milliardaires.

L'élite dirigeante se sert de la préoccupation générale suscitée par la pollution et les changements climatiques pour siphonner la richesse sociale de l'économie pour elle-même et ses projets de prédilection, dont beaucoup sont qualifiés de « verts », ce qu'ils pourraient bien être par rapport aux anciennes méthodes scientifiques de production. Cependant, le but des cartels et des monopoles impliqués n'est pas d'humaniser l'environnement social et naturel, mais plutôt d'amener les gouvernements à leur acheminer de l'argent dans le cadre des stratagèmes pour payer les riches assortis de garanties comme on le constate avec la débâcle du projet de barrage du site C en Colombie-Britannique.



Les taxes sur le carbone et le plafonnement et l'échange des émissions de carbone sont présentés comme des méthodes permettant de résoudre les problèmes environnementaux, mais agissent en fait comme des diversions pour ne pas confronter les problèmes tels qu'ils existent et rechercher de solutions pour le bien commun. Les vrais problèmes exigent de vraies solutions et non des diversions comme l'imposition de taxes et des escroqueries sur les marchés parasites qui finissent par payer les riches. Les programmes concertés tels que les taxes sur le carbone, le plafonnement et l'échange de crédits de carbone sont conçus pour canaliser l'argent et le contrôle vers les oligarques et éviter de s'attaquer directement au problème d'une manière centrée sur l'humain.

La lutte contre la pandémie mondiale

Cuba à la tête de la lutte mondiale contre la pandémie de la COVID-19

- Isaac Saney -



Le contingent de la Brigade médicale internationale Henry Reeve se prépare à partir pour l'Afrique du Sud pour participer à la lutte contre la COVID-19, le 25 avril 2020.

Isaac Saney est un spécialiste sur Cuba à l'Université Dalhousie, au Canada, et coprésident et

Cuba continue de recevoir des éloges à l'échelle internationale pour son rôle incomparable dans la lutte mondiale contre la pandémie de la COVID-19. Cela s'exprime par les nombreuses mises en candidature du contingent médical internationaliste cubain – la Brigade médicale internationale Henry Reeve, une brigade de médecins cubains spécialisés en situation de désastres et de graves épidémies – pour le prix Nobel de la Paix de 2021.

Plusieurs pays font appel à l'expertise cubaine dans la lutte contre la COVID-19. Près de 4 000 membres du personnel médical dans au moins 39 pays et territoires ont participé et participent aux premières lignes dans la lutte contre le coronavirus en Amérique latine, dans les Caraïbes, en Afrique, en Asie, en Europe et au Moyen-Orient. Ce sont les Caraïbes et l'Amérique latine qui en ont le plus bénéficié alors que les brigades médicales cubaines sont présentes en Jamaïque, dans la Barbade, en Antigua-et-Barbuda, Saint-Vincent et les Grenadines, Haïti, Sainte-Lucie, Suriname, la Grenade, la Dominique, Saint-Kitts-et-Nevis, au Mexique, au Belize, au Venezuela et au Nicaragua. Le personnel de santé Henry Reeve est organisé en brigades, en fonction de la demande locale. Jusqu'à présent, 55 brigades ont servi à l'étranger pendant la pandémie et plusieurs pays ont demandé l'aide d'une deuxième brigade lorsque leur nombre de cas a monté en flèche.



Cuba offre aussi des traitements dont certains ne sont pas disponibles aux États-Unis. Une des composantes clés des protocoles à l'oeuvre dans l'île et dans les missions médicales est l'Interferon Alfa 2B Recombinant (IFNrec). Les journaux scientifiques tels que *Lancet* et le *World Journal of Pediatrics* ont reconnu l'efficacité du IFNrec. Celui-ci a contribué à combattre diverses infections virales pour lesquelles il n'existe pas de thérapies spécifiques disponibles, et il a prouvé sa capacité à activer le système immunitaire du patient et à inhiber la réplication virale. À Cuba, le IFNrec a combattu avec succès des épidémies de dengue hémorragique et de conjonctivite, et a aussi servi de traitement pour les hépatites B et C. Il a aussi été efficace dans la lutte et contre les infections causées par diverses versions du coronavirus, telles que le SRARS-CoV (le coronavirus de l'écllosion de 2002) et le SRAS et le MERS-CoV (le coronavirus de l'écllosion de 2012).

Le IFNrec est un élément crucial des protocoles de traitement cubains et sert aussi comme mesure préventive pour protéger de la contagion les travailleurs de la santé. Différents pays ont incorporé le IFNrec dans leurs protocoles nationaux et leurs directives cliniques dans le traitement de la COVID-19, où il est une composante cruciale du traitement antiviral pour combattre le coronavirus. L'Interféron Alfa 2B nébulisé est aussi recommandé comme traitement pour les enfants et les femmes enceintes ayant la COVID-19. Bien que le IFNrec ne soit pas une panacée, il est très prometteur en tant que réponse thérapeutique à la COVID-19, car il renforce la réponse du système immunitaire. En outre, on attribue à l'Ifolizumab et au Biomodulin T, conçus à Cuba, la capacité de réduire le taux de mortalité due à la COVID-19 et d'accélérer le rétablissement de patients, en particulier les patients à haut risque.



Cuba met aussi à l'essai quatre vaccins candidats de la COVID-19 : Soberana 1 et Soberana 2, développés par l'Institut de vaccins Finlay, et Mambisa et Abdala, produits par le Centre de génie génétique et de biotechnologie. Jusqu'à présent, les résultats sont très encourageants. Au moment de la rédaction de cet article, trois des candidats sont soit en phase 1 ou en phase 2 des essais cliniques. Soberana 2 est déjà en phase 3 des essais, et les essais pour Abdala doivent débuter en mars. Ces phases d'essais évaluent l'efficacité et la sécurité. Tous

les candidats doivent réussir la phase 3 d'essais, au cours de laquelle l'efficacité et la sécurité sont davantage confirmées par des essais élargis comprenant des milliers de personnes. S'ils réussissent cette phase, Soberana 2 et Abdala seront bientôt approuvés pour la vaccination à Cuba et dans le monde. La Havane se prépare déjà pour la production de masse.

L'île des Caraïbes a une expérience considérable dans la conception, le développement et la production de vaccins. En ce moment, l'industrie biopharmaceutique de Cuba produit 8 vaccins qui font partie du programme d'immunisation de l'île. Dans les années 1980, elle a développé son premier vaccin contre la méningite et elle produit aussi un vaccin contre l'hépatite B.

Le gouvernement cubain a l'intention de vacciner tous les Cubains contre la COVID-19 avant la fin de 2021. Les vaccins seront aussi disponibles pour les visiteurs. La Havane compte aussi produire 100 millions de doses de vaccins pour les pays de l'hémisphère sud, et plusieurs pays ont déjà réservé leurs doses. L'exportation de produits pharmaceutiques cubains est gérée par la société d'État BioCubaFarma, qui distribue actuellement plus de 300 produits dans au moins 50 pays. Rolando Perez Rodriguez, le directeur de Science et Innovation chez BioCubaFarma, résume ainsi les objectifs de La Havane : « Dans la deuxième partie de l'année, nous pourrions immuniser toute la population et fournir des doses aux pays qui en ont besoin. C'est une question de partager avec le monde ce que nous sommes, la réponse que Cuba peut donner au problème de la pandémie. »

La production de vaccins à Cuba est axée non seulement sur la détermination de protéger et de préserver la santé du peuple cubain et du monde, mais aussi d'exercer et de défendre la souveraineté et le droit à l'autodétermination. Par exemple, Soberana signifie souveraineté en espagnol, tandis qu'Abdala est inspiré d'un célèbre poème de José Martí, le héros national de Cuba et le principal auteur intellectuel et organisateur de la guerre de 1895-1898 pour libérer Cuba de la domination coloniale espagnole. Mambisa évoque les combattants cubains pour la libération nationale pendant les guerres du XIXe siècle pour l'indépendance.

En ces temps de pandémie, l'humanitarisme médical international de Cuba reflète l'histoire de l'île et son dévouement au cours des six dernières décennies envers une solidarité internationale concrète. Sous la direction de Fidel Castro, Cuba a enregistré un héritage incomparable d'internationalisme par son appui et sa participation actifs aux luttes anticoloniales et de libération nationale et aux aspirations de développement social et d'émancipation des pays dans l'hémisphère sud. Dès le début des années 1960, plus de 400 000 travailleurs de la santé cubains ont servi dans 164 pays. En Afrique du Sud, plus de 2 000 Cubains ont donné leur vie dans la défaite du régime raciste d'apartheid de ce pays. Nelson Mandela n'a jamais oublié. Dès qu'il a été libéré de prison, l'un des premiers pays qu'il a choisi de visiter à l'exception des pays d'Afrique, et le premier pays d'Amérique latine qu'il a visité, c'est Cuba.



Aujourd'hui, cet engagement envers l'humanité est incarné dans les milliers de médecins et d'éducateurs cubains qui continuent de servir partout dans le monde. De nombreux membres du personnel médical qui sont aux premières lignes dans la lutte contre la COVID-19 font partie de la Brigade internationale Henry Reeve qui s'est distinguée dans la lutte contre l'épidémie de l'Ebola en 2014-2016 en Afrique de l'Ouest.

La Havane, tout en fournissant une aide internationale sans pareil, est aussi engagée dans sa propre lutte contre la COVID-19 sur l'île. Elle le fait face à une guerre économique implacable menée par Washington contre le peuple cubain, une guerre qui restreint l'accès de l'île à de l'équipement et à d'autres produits nécessaires à la santé des Cubains. Sous le régime de Donald Trump, la guerre économique des États-Unis contre Cuba a atteint des niveaux sans précédent avec plus de 240 mesures distinctes visant la nation insulaire.

Dans un geste qui est l'emblème de l'hypocrisie, les États-Unis ont désigné Cuba comme pays parrainant le terrorisme d'État. C'est Cuba lui-même qui depuis 1959 est victime de toutes sortes d'attaques terroristes menées avec la complicité, la participation et le parrainage de Washington. Plusieurs de ces actes de terreur ont été directement lancés à partir des États-Unis où ils ont été planifiés. Quelque 3 478 Cubains ont été tués et 2 099 ont été blessés à la suite de ces actes de terrorisme.

Cette plus récente mesure du régime de Donald Trump reflète l'incapacité de Washington d'isoler Cuba dans les relations internationales et dans l'opinion publique. Cet échec est amplement mis en lumière par le mouvement mondial grandissant – comprenant des parlementaires, des personnalités mondiales connues, d'éminents universitaires et de multiples pétitions – pour attribuer à la Brigade internationale cubaine Henry Reeve le Prix Nobel de la Paix de 2021. Ces candidatures expriment plutôt comment c'est Cuba qui est un modèle mondial de relations internationales, un modèle diamétralement opposé au terrorisme.

Malgré l'agression américaine sans relâche, Cuba continue de prioriser la santé et la vie de ses citoyens. Par exemple, avec une population à peu près semblable à celle de Los Angeles aux États-Unis, Cuba a eu 70 fois moins de décès dus à la COVID-19. Comparativement à la ville de New York, le taux de mortalité à Cuba est plus de 100 fois moins élevé. Le gouvernement cubain affirme et défend les soins de santé en tant que droit humain et le bien-être du peuple est au cœur de ses programmes et de ses décisions politiques. Chaque Cubain est visité régulièrement par un médecin et a libre accès à tous les protocoles de traitement disponibles sur l'île.



Une caravane de voitures en appui à Cuba à Montréal, le 28 février 2021

Il y a une reconnaissance croissante que l'exemple de Cuba doit être mondialisé. Par définition, une pandémie est mondiale. Face à cette menace mondiale, la coopération et la solidarité internationales s'imposent. C'est le temps d'unir nos efforts pour affronter la COVID-19, de laisser de côté nos différends politiques afin de sauver des vies. Comme l'a déclaré le ministre cubain des Relations extérieures Bruno Rodríguez Parrilla le 27 mars 2020 : « Le défi est le même pour l'ensemble de l'humanité. Cette pandémie ne respecte ni frontières ni idéologies. Elle menace la vie de tous, et c'est la responsabilité de tous de tout mettre en oeuvre pour la surmonter ».

Ceci est particulièrement important à l'heure où les fissures et les fossés, les inégalités, les injustices et les disparités historiquement enracinés, particulièrement dans le système de la santé, n'ont pas seulement été mis à nu, mais ont été grandement amplifiés. Reconnaisant cette urgence, 15 municipalités, États et conseils syndicaux aux États-Unis ont adopté des résolutions appelant à la collaboration et à la coopération avec Cuba.

Les missions médicales internationalistes cubaines sont l'expression vivante des capteurs de rêves et de ce qu'ils symbolisent. Tout comme les capteurs de rêves permettent aux rêves agréables de passer et retiennent les cauchemars, les missions médicales internationalistes cubaines font tout en leur pouvoir pour empêcher que les cauchemars de la maladie n'atteignent le peuple. Face à la pandémie de la COVID-19 qui sévit sur le monde, dans un monde aux prises avec les dangers d'une conflagration planétaire, les brigades médicales cubaines sont la preuve vivante que les relations entre les nations et les peuples du monde n'ont pas à être déterminées par l'intérêt étroit et la poursuite du pouvoir et de l'argent. Elles sont un exemple et une inspiration montrant qu'il est possible de bâtir des relations sur la base d'une authentique solidarité humaine.

Cuba est aussi engagé dans un important projet intérieur de rectification et de renouveau économiques. Au coeur de ce projet est l'unification monétaire et l'importante expansion récente du secteur non étatique, par exemple, le travail autonome et l'activité économique privée. Ces mesures elles-mêmes font partie d'un projet plus large de mesures économiques mises en oeuvre depuis une décennie pour surmonter les lacunes et les distorsions du modèle économique cubain. Alors que les nouvelles mesurent s'implantent peu à peu, le gouvernement cubain a réitéré à plusieurs reprises son engagement à ce que personne ne soit laissé pour compte ou laissé à lui-même. Toutes les garanties sociales restent en vigueur, y compris les soins de santé et l'éducation gratuits et universels et un ensemble d'autres programmes sociaux.

Le but de la restructuration est de consolider les programmes sociaux, non pas de les privatiser ou de les démanteler. Comme l'a affirmé l'ancien président cubain Raul Castro, l'objectif est de

réaliser un socialisme durable et prospère. Cependant, c'est tout un défi pour quelque pays que ce soit de surmonter la crise économique mondiale de sorte que le peuple en sorte gagnant, et non les monopoles mondiaux. De nombreuses questions surgissent, et c'est normal : comment les engagements historiques de la révolution cubaine envers l'équité – en particulier l'équité raciale et de genre – seront-ils influencés par les nouvelles politiques économiques ? Ces mesures engendreront-elles des changements fondamentaux dans la praxis précédente de la révolution cubaine ?

Partout à Cuba, on peut voir ce slogan sur les panneaux d'affichage : « Chaque jour, dans le monde, 200 millions d'enfants dorment dans la rue. Aucun d'entre eux n'est Cubain ». Par ces temps incertains, face à d'immenses défis, c'est peut-être ce qui résume le mieux ce que Cuba représente et ce qu'il désire être.

(Stabroek News, 8 mars 2021)

Vidéo: Innovation de la biotechnologie cubaine



Capture d'écran prise à partir d'une vidéo qui montre l'arrivée de l'équipe médicale cubaine en Italie pour prêter main-forte à la lutte contre la COVID-19

Voir la vidéo « Cuba's quest for vaccines », une entrevue avec Candace Johnson, PDG de Roswell Park Comprehensive Cancer Centre sur le réseau CNN au sujet de l'innovation de Cuba dans le domaine de la biotechnologie le 2 mars 2021.

Pour voir la vidéo [cliquer ici](#).

L'emprise du FMI sur l'Amérique latine

- Hedelberto López Blanch -

Le Fonds monétaire international (FMI) a profité de la grave crise économique, monétaire et sociale que la pandémie de la COVID-19 a engendrée dans la plupart des pays de l'Amérique

latine et des Caraïbes pour renforcer son contrôle financier sur les pays de la région qui ont requis des prêts.

Les données sont renversantes : entre mars et novembre 2020, le Fonds a fourni 63,74 milliards de dollars à cette région du monde où le financement d'urgence du FMI a été le plus concentré.

Selon les rapports émis par le FMI lui-même, six dollars sur dix des 102,15 milliards qu'il a fournis pendant l'année sont allés aux pays latino-américains, dont la plupart ne recourent pas aux mécanismes de suspension ou d'allègement de la dette parce qu'ils sont considérés comme des pays à revenus moyens.

Dans la région, 21 pays ont obtenu un prêt en mai l'an dernier, dont trois d'entre eux représentent 80 % de l'argent total. Le Chili a reçu un prêt de 23,93 milliards, la Colombie de 16,948 milliards et le Pérou de 11 milliards, tous disposant de crédits flexibles.

Dans les années 1980 et 1990, l'Amérique latine a fait les frais des conditions sévères que le FMI a imposées à chaque gouvernement de la région qui a reçu ses prêts. Aujourd'hui, dans le contexte de la pandémie, les effets immédiats ne sont pas encore ressentis, mais cela changera à mesure que les conditions des prêts le seront.

Récemment, le président mexicain Andrés Manuel Lopez Obrador a accusé les organisations internationales comme le FMI et la Banque mondiale d'être responsables des crises que son pays a connues ces six dernières années et a ajouté que la faute la plus grande en revient aux « gouvernements serviles ».

Il a dit que ces organisations ont forcé les gouvernements néolibéraux mexicains à signer de soi-disant lettres d'entente qui ont établi ce que l'État devait faire, « une violation flagrante de l'autonomie et de la souveraineté de notre pays ».

Le FMI et la Banque mondiale, a souligné Manuel Lopez Obrador, ont recommandé que les gouvernements mexicains privatisent les entreprises publiques, n'augmentant pas les emplois, et augmentent les prix des combustibles servant à produire l'électricité et de l'essence, des guides que les gouvernements subordonnés ont mis en oeuvre.

En plus du Chili, de la Colombie et du Pérou, le Fonds a fourni des prêts par sa méthode de financement rapide, dont un prêt de 6 milliards de dollars à l'Équateur, 650 millions à La République dominicaine, 596 millions au Guatemala, 520 millions à la Jamaïque, 515 millions au Panama, 508 millions au Costa Rica, 389 millions au Salvador, 327 millions à la Bolivie, 274 millions au Paraguay et 250 millions aux Bahamas. Les pays ayant reçu des prêts de moins de 100 millions sont la Barbade, Sainte-Lucie, la Grenade, Saint-Vincent-et-les Grenadines et la Dominique.

De cette façon et pendant toute l'année, le FMI a profité des occasions que la propagation de la pandémie lui a offertes pour reprendre l'endettement de la région, après une période pendant laquelle il avait été rejeté à cause de son imposition de politiques économiques au détriment de la vaste majorité dans le monde.

Le Centre de géopolitique latino-américaine (CELAG) souligne que l'urgence mondiale a engendré un besoin urgent et non prévu de liquidités externes de la part des pays latino-américains, pour faire face non seulement aux dépenses reliées à la pandémie, mais aussi à la fuite de capital qui a eu lieu dans la région.

Malheureusement, les gouvernements de plusieurs de ces pays ont utilisé les prêts pour aider les grandes compagnies et les grandes entreprises à faire face à la crise au lieu de s'attaquer aux sérieux problèmes de la population.

Le FMI et la Banque mondiale sont tous deux des organisations financières qui ont été créées en 1944, lors de la rencontre de Bretton Woods avant la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Elles ont été dominées depuis le début par les États-Unis et les puissances d'Europe de l'Ouest et elles ont agi contre les intérêts des peuples.

Les programmes d'ajustement visent à accroître la confiance des marchés du capital international dans le pays débiteur. Sans l'approbation du Fonds, qui agit comme un censeur en déterminant la volonté et la capacité du pays à payer les coûts du service de la dette, les portes demeurent généralement fermées à la fourniture de prêts.

Pour exercer leur contrôle, ces organisations obligent les pays qui reçoivent cet « avantage » à se soumettre à des conditions qui vont des recommandations non obligatoires à des inspections extrêmes avec imposition de sanctions forcées.

Comme les pays deviennent de plus en plus endettés, ils sont forcés de se conformer aux directives financières, économiques et sociales que ces institutions établissent afin de respecter ces engagements et de pouvoir ainsi avoir accès à de nouveaux crédits dont les montants deviennent impossibles à payer.

C'est ainsi que ces organisations forcent les gouvernements à promouvoir la privatisation des entreprises et des services publics, à abaisser les salaires et les pensions de même qu'à augmenter les prix de l'eau, de l'électricité et du carburant.

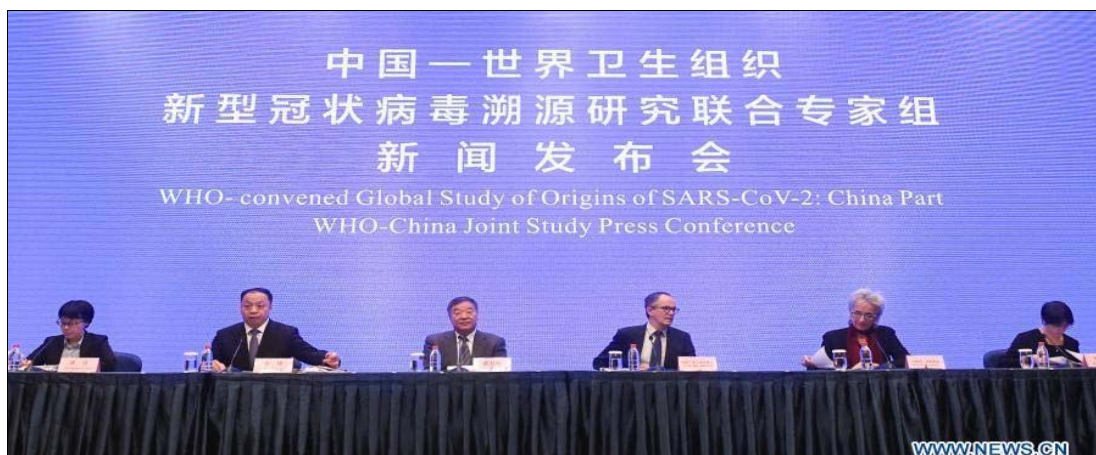
Ces politiques d'emprunt ont fait en sorte que si, en 2008, la dette publique interne et externe de l'Amérique latine atteignait 40 % du produit intérieur brut, onze ans plus tard, en 2019, elle atteignait déjà 62 % du PIB.

En conclusion, ce nouvel endettement affectera encore plus la souveraineté et l'indépendance économique et politique de plusieurs de ces pays si leurs gouvernements le permettent.

Hedelberto Lopez Blanch est un journaliste, auteur et chercheur cubain.

(Rebellion, 21 janvier 2021. Traduction : LML)

Point de presse sur l'étude conjointe Chine-OMS sur les origines de la pandémie de COVID-19

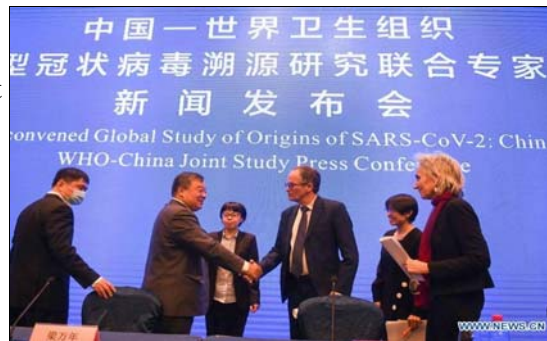


Conférence de presse sur l'étude conjointe Chine-OMS tenue à Wuhan, dans la province centrale de Hubei en Chine, le 9 février 2021

Le 12 mars 2021, le ministère chinois des Affaires étrangères a tenu une séance d'information à l'intention des envoyés européens sur la recherche scientifique conjointe de la Chine et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur les origines du nouveau coronavirus. La réunion était présidée par le directeur général du Département des organisations internationales et des conférences du ministère des Affaires étrangères Yang Tao. Le chef d'équipe chinois de l'équipe d'experts Chine-OMS, le professeur Liang Wannian, a fourni des informations pertinentes sur l'étude et répondu aux questions. Plus de 40 envoyés et diplomates européens de 29 pays européens et de l'Union européenne ont assisté à la réunion.

Liang Wannian a fourni des informations détaillées sur le contexte, le processus, les résultats et les suggestions concernant les recherches futures de l'étude conjointe Chine-OMS. Il a déclaré qu'après l'approbation des résolutions pertinentes lors de la 73e Assemblée mondiale de la Santé, la Chine a surmonté la pression de la prévention et du contrôle des épidémies à l'intérieur de ses frontières et a pris l'initiative de mener une étude conjointe sur les origines du nouveau coronavirus avec l'OMS. En juillet 2020, la Chine a invité des experts de l'OMS à se rendre en Chine et les deux parties ont convenu de l'étude mondiale sur les origines du SRAS-CoV-2 de l'OMS : termes de référence pour la partie chinoise. Selon les termes de références convenus (TdR), la Chine a mis en place une équipe conjointe d'experts constituée d'experts internationaux de l'OMS et a mené une étude conjointe de 28 jours du 14 janvier au 10 février de cette année à Wuhan.

Au cours de la visite à Wuhan, des experts des deux côtés ont visité 9 lieux, dont l'hôpital Jinyintan, le marché des fruits de mer de Huanan et l'Institut de virologie de Wuhan relevant de l'Académie chinoise des sciences. L'équipe a également parlé à des travailleurs médicaux locaux, des chercheurs de laboratoire, des scientifiques, des gestionnaires de marché, des propriétaires d'entreprise, des travailleurs communautaires, des patients rétablis et des familles de travailleurs médicaux qui ont perdu la vie dans l'épidémie. Un certain nombre de réunions, de consultations et de discussions ont eu lieu pour accumuler un consensus scientifique sur les origines du nouveau coronavirus. De solides relations de travail ont été nouées entre les experts des deux côtés grâce à des échanges approfondis et francs.



Liang Wannian a déclaré que l'étude conjointe avait obtenu des résultats positifs et abouti à des résultats et des conclusions grâce aux efforts des deux côtés. Premièrement, des coronavirus présentant une forte similitude avec le SRAS-CoV-2 dans les séquences génétiques chez les chauves-souris et les pangolins ont été découverts par l'équipe d'experts. Mais la similitude n'est toujours pas suffisante pour en faire un ancêtre direct du SRAS-CoV-2. D'autres espèces pourraient toutes être des hôtes naturels potentiels. Deuxièmement, le premier cas à Wuhan est tombé malade le 8 décembre 2019. Le marché des fruits de mer de Huanan pourrait être un site d'épidémie et un amplificateur de la pandémie COVID-19. Troisièmement, l'échantillonnage environnemental dans le marché des fruits de mer de Huanan dès le moment de sa fermeture a révélé une contamination étendue des surfaces par le virus, en particulier dans ses étals de produits aquatiques. Le coronavirus sur le marché peut avoir été introduit par des personnes infectées ou des produits de la chaîne du froid, des animaux et des produits d'origine animale contaminés.

Après une évaluation scientifique, l'équipe conjointe d'experts estime que « le plus probable » est que le virus SRAS-CoV-2 s'est introduit par une espèce hôte intermédiaire, « probablement » introduit par transmission directe ou par voie alimentaire de la chaîne du froid, et qu'il est «

extrêmement improbable » qu'il se soit introduit lors d'un incident de laboratoire.

Liang Wannian a souligné que l'équipe conjointe d'experts a présenté quatre suggestions en termes d'étude future. Premièrement, étendre la base de données unifiée à l'échelle mondiale, y compris les données sur les molécules, la séquence génétique, la clinique, l'épidémiologie, la surveillance animale et la surveillance environnementale. Deuxièmement, continuer à rechercher davantage de cas précoces possibles dans un éventail plus large partout dans le monde. Troisièmement, les scientifiques du monde entier devraient rechercher des espèces animales susceptibles de devenir des hôtes de virus dans de nombreux pays et lieux, sans se limiter aux chauves-souris. Quatrièmement, mieux comprendre le rôle de la chaîne du froid et des aliments surgelés dans la transmission du virus.

Voir le texte complet de ***la conférence de presse conjointe Chine-OMS du 9 février 2021.***

(Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, 14 mars 2021)

Site Web : www.pccml.ca Courriel : redaction@cpcml.ca